



## CITES INTERCULTURELLES – POINTS POLITIQUES

### Approche interculturelle en matière de sécurité urbaine

Alors que dans de nombreux pays, les autorités locales n'ont pas compétence sur le contenu éducatif, ni sur le recrutement des enseignants, elles peuvent néanmoins prendre de nombreuses mesures pour favoriser le rôle des écoles comme espaces interculturels. C'est un élément important des stratégies locales pour la diversité et l'inclusion.

Le Conseil de l'Europe et ses villes partenaires ont développé une approche interculturelle de la diversité et de l'inclusion (y compris l'intégration des migrants) qui permet aux villes de récolter les bénéfices et de minimiser les risques liés à la migration et à la diversité culturelle. Les éléments clés en sont :

- La création d'espaces et d'opportunités pour de réelles interactions et co-crétions entre les personnes issues de différents cultures et milieux afin d'établir une confiance et réaliser le potentiel créatif de la diversité ;
- Le partage du pouvoir – impliquer des personnes d'origines diverses dans la prise de décisions au sein des institutions locales – politique, éducatif, social, économique, culturel ;
- La promotion de la compétence interculturelle dans des organisations publiques, privées et de la société civile ;
- L'adoption du pluralisme culturel et des identités multiples grâce au discours de leadership et des actions pédagogiques locales ;
- La gestion positive des conflits, en supprimant les stéréotypes et en engageant un débat sur l'impact et le potentiel de la diversité pour le développement local

Dans le domaine de la sécurité urbaine, l'approche interculturelle met l'accent sur le maintien de l'ordre communautaire, y compris virtuel, qui augmente l'efficacité des services de police en développant une approche ciblée de la surveillance et la prévention fondée sur des preuves, qui implique les citoyens dans la recherche de solutions communautaires de sécurité de l'espace public, qui peuvent bénéficier des «avantages de la diversité» dans les politiques de sécurité urbaine, face au double défi d'améliorer le sentiment de sécurité, et de répondre à l'évolution de la criminalité et de désordre public. Cependant, ces politiques peuvent et doivent répondre à des normes élevées de responsabilité, de confiance et de légitimité.

De manière générale, les maires et les conseils municipaux sont mis sous pression pour appliquer des mesures répressives ou symboliques. Malgré toute absence de preuve, l'opinion publique et les décideurs ont tendance à percevoir la diversité et la migration comme la cause des problèmes. Parallèlement, les motifs de la criminalité et du désordre public évoluent rapidement en raison des TIC et des communautés virtuelles, ne permettant pas de solutions faciles. La surveillance floue, les campagnes classiques de sensibilisation à la prévention du crime et les arrestations de suspects au hasard se sont montrées inefficaces.

1. Priorités partagées en matière de sécurité et maintien de l'ordre axé sur la résolution des problèmes.

Il est indispensable d'analyser l'efficacité des méthodes existantes de maintien de l'ordre, à la fois du point de vue de leur impact sur le taux de criminalité, mais aussi en ce qui concerne leur impact sur la perception des résidents de la sécurité et leur confiance dans la police. Des expériences dans des villes comme La Haye et Botkyrka ont montré qu'un maintien de l'ordre ferme sur la base de surveillance et d'arrestations au hasard, plutôt que sur une information ciblée qui répond à des preuves et des menaces réelles, est contre-productif sur les deux plans. Idéalement, les villes devraient élaborer des outils de suivi en matière de sécurité. Le modèle des interventions de sécurité locales (l'indice de sécurité Rotterdam-Copenhague est en cela un bon modèle) comme méthode pour aborder les préoccupations des habitants en matière de sécurité et favoriser à la fois l'instauration de la confiance et l'application des lois dans les quartiers.

Il est important de souligner la différence entre la communauté et la police de proximité. La police de proximité se caractérise par l'application de la loi de manière équitable et impartiale, par une coordination entre la police municipale et nationale, mais sans la participation étroite des citoyens comme acteurs de la sécurité. Une illustration: la police de proximité conduirait à la répression du graffiti, de la musique forte et d'autres expressions culturelles alors qu'avec une stratégie de police communautaire interculturelle, une négociation avec les communautés peuvent les transformer en projets créatifs, enrichissant ainsi la ville.

La police de la région de La Haye a été la première aux Pays-Bas à combiner «le meilleur de trois mondes», à savoir une police axée sur le règlement des problèmes POP, le travail de police basé sur le renseignement (ILP), et la police de proximité (CP). Ce nouveau modèle est à présent enseigné à l'école de police des Pays-Bas. Il est d'abord fait état des tendances de la criminalité sur la base des rapports et données sur les activités policières publiés annuellement, en appliquant la méthode standardisée NARE (Numérisation, Analyse, Réponse et Evaluation). Les problèmes prioritaires sont ensuite définis selon la règle des '80 / 20', qui exprime le fait que 80% des problèmes sont dus à 20% des causes. Les problèmes sont analysés en termes de concentration («hot-spots»), de fréquence («hot-crimes»), d'auteurs («Hot Shots») et de cibles («hot victims»). Le plan de projet repose sur un modèle où les forces d'intervention se fondent sur le renseignement, les partenariats et la gestion dans lequel le maire joue un rôle essentiel en accordant un degré de priorité élevé aux capacités policières et en mobilisant les institutions partenaires.

Cette approche est appliquée à Schilderswijk, un quartier de La Haye notoire dans les statistiques parce qu'il affiche la diversité, la ségrégation et la pauvreté. Le travail de la police axé sur le règlement des problèmes a fait apparaître que la première des priorités était liée à l'augmentation de la fréquence des vols (hot crimes), concentrés dans certaines rues et pâtés de maisons (hotspots), et commis par des délinquants récidivistes, 75% d'adolescents âgés de 12 à 17 ans et même plus jeunes (hotshots). Les personnes les plus vulnérables étaient les migrants âgés, par manque de contrôle social et en raison de la mauvaise qualité des logements (hot victims).

En réaction, la police de proximité a été renforcée par 42 policiers à vélo, qui se sont constitués en patrouilles très mobiles et d'approche facile. En coopération avec les travailleurs sociaux et les organismes HLM, la qualité des serrures des appartements et l'éclairage public a été améliorée. Les partenaires ont établi une liste commune des 40 délinquants les plus récidivistes. Chaque semaine, cinq

personnes sélectionnées sur cette liste font l'objet d'une attention accrue de la police, à tous les niveaux. Les anciens délinquants reçoivent aussi de fréquentes visites d'agents de la police de proximité ou de travailleurs sociaux. Au lieu de dissimuler aux habitants des données inquiétantes sur la criminalité, le parti pris est de les tenir pleinement informés, de leur donner des conseils en matière de prévention des vols, et de les encourager à débattre des efforts déployés par la collectivité.

## 2. Favoriser l'engagement des citoyens dans la création de solutions de sécurité dans l'espace public.

Mettre en lumière les améliorations visibles dans les quartiers connus pour être des « points chauds » (La Mouraria à Lisbonne, le quartier de la gare à Reggio Emilia, etc.) placer les ateliers consacrés à la sécurité au cœur de la stratégie interculturelle.

Dans le contexte du réaménagement du Pepys Park à Londres Lewisham des jeunes ont été invités à participer au processus de conception et de fabrication d'une nouvelle aire de jeux. Une équipe de gardiens du parc et un responsable « rivières et promeneurs » ont été mis en place pour superviser l'accessibilité de la zone à tous les résidents et pour traiter des questions de sécurité et de civilité.

Dans les quartiers Alna et Fureset d'Oslo l'administration locale a entamé un processus de coopération à long terme avec la communauté dans le cadre de la régénération urbaine. Elle a recueilli l'opinion des résidents grâce à une cartographie de la région, des ateliers et des enquêtes de porte-à-porte en coopération avec les conseillers des minorités et des acteurs de terrain. Ainsi a émergé, par exemple, l'idée d'un parc mondial conçu et entretenu par les résidents qui de fait se sentent davantage concernés par le processus de régénération et s'engagent plus activement dans les coopératives de logements et autres entreprises communes. Une forte baisse de la criminalité chez les jeunes a été enregistrée entre 2008 et 2012 dû en partie à la participation accrue et la propriété.

## 3. Promouvoir la confiance, et changer la perception de la police

La manière ciblée des contrôles de police contribue à créer un avantage de la diversité en matière de sécurité urbaine, dans le sens où les migrants ne sont pas mal perçus comme des criminels potentiels, mais considérés comme des alliés potentiels. En outre, les agents de police devraient être formés aux compétences interculturelles, y compris à travers l'apprentissage informel, par exemple en organisant un tournoi de football pour les jeunes avec des musulmans et d'autres groupes communautaires. Une présence pacifique de la police dans l'espace public en toutes occasions (et pas seulement en réponse à un problème), et les activités qui aident à établir la confiance entre la police et les habitants, créent des conditions favorables à l'amélioration de la sécurité urbaine. La présence de la police peut jouer un rôle préventif important même si elle est virtuelle (en ligne).

Montréal dispose d'une Charte des droits et responsabilités qui l'engage aussi à améliorer le service de police. Les caractéristiques sont le profilage racial de la criminalité, en collaboration avec les organisations sociales contre le racisme, et la lutte contre la pauvreté dans les quartiers. La police participe activement à des tables rondes locales, des projets sociaux et des conseils locaux de sécurité urbaine. Les agents de police forment par exemple de jeunes chômeurs comme médiateurs sociaux, les détournant ainsi des gangs de jeunes.

Le programme de la police municipale à Alta de Lisboa (Lisbonne) montre comment le renforcement de la confiance peut fonctionner en pratique dans un quartier avec un taux élevé de pauvreté et de diversité (81% des résidents sont d'origine étrangère). La police municipale a commencé à organiser des réunions dans les centres de jour, écoles, centres de santé, etc., avec pour rôle principal d'être d'un groupe de sécurité communautaire. Le groupe a remporté de petits mais visibles succès, comme le nettoyage des endroits sombres et précaires des drogues à proximité des écoles, et l'enlèvement de plus de 100 véhicules abandonnés, qui servaient également de planques pour le trafic de drogue, mais sa réalisation la plus importante est la perception, auprès de plus de 65% des résidents, que le quartier est sûr.

A Helsinki, la violence des jeunes est gérée depuis 2008 par une «police communautaire virtuelle». Une équipe de «NetCops» fait un usage proactif des médias sociaux comme Facebook et Twitter. Ces policiers en uniforme discutent avec les jeunes, partagent des informations et prodiguent des conseils. Un sondage Internet de 2011 a montré que ces NetCops avaient 172 269 fans sur Facebook et sont facilement reconnus lors de patrouilles régulières dans la rue. Outre la prévention des incidents, cette approche a contribué à améliorer l'information sur des questions telles que la violence domestique, les abus sexuels et la cybercriminalité. La confiance dans la police a nettement augmenté, y compris parmi les enfants de migrants. L'étude d'évaluation suggère que cette approche contribue également à prévenir la radicalisation et la violence extrémiste. Mais le processus est délicat, il faut éviter que les jeunes soient perçus comme des informateurs. Actuellement, 30 nouveaux Cops net sont en formation à l'école de police.

En Reggio Emilia la mise en service de la police municipale a entraîné un changement de stratégie en ce qui concerne la prévention des vols de voitures, les accidents de la circulation, la criminalité de rue et le comportement antisocial, reflétée dans la baisse des arrestations et le recours accru à des amendes. La police municipale investit dans la formation interculturelle et l'apprentissage des langues des migrants. L'avantage de la diversité est payant par le rôle croissant des bénévoles en tant que gardiens de l'espace public, en vue de dissuader les comportements antisociaux et de susciter l'intervention de la police si nécessaire.

#### 4. Établir un lien étroit entre sécurité et soins.

Les émeutes urbaines trouvent souvent leur origine dans les ressentiments, frustration et méfiance profondément enracinés, dans le manque de sentiment d'appartenance, d'opportunités et de perspectives, qui déclenchent des réponses à la violence des jeunes qui attirent des gangs criminels. La leçon à tirer des récentes émeutes dans les banlieues de Paris et de Londres est que la réplique en masse des forces de l'ordre a tendance à aggraver les problèmes, à attirer les jeunes qui se joignent pour le « fun ». La répression ne devrait être que le dernier recours, et les forces de sécurité devraient travailler main dans la main pour développer une prévention conjointe et des stratégies d'alerte précoces avec les services sociaux et éducatifs.

Botkyrka, une ville de la banlieue de Stockholm, a élaboré une stratégie de prévention des émeutes, en réagissant de manière « soft » à des signaux indiquant qu'un acte de vandalisme dans un centre commercial ou une voiture brûlée risquait de dégénérer. Le facteur clé du succès est une bonne communication entre les polices municipales et nationale, les pompiers et les travailleurs sociaux. Cette approche réactive est compensée par une prévention proactive de la violence des jeunes. Botkyrka facilite les forums de dialogue à plusieurs niveaux, y compris avec la police, les organisations sociales, les propriétaires de maisons individuelles, les communautés locales et les groupes religieux. La police a également instauré des relations de confiance avec les jeunes, en organisant des jeux de rôle dans les écoles et des formations pour les jeunes chômeurs souhaitant entamer une carrière dans la sécurité privée ou intégrer l'école de police. Des efforts particuliers sont faits pour coopérer avec les journaux locaux et les médias sociaux afin de signaler des incidents d'une façon sobre et objective. Les jeunes et les leaders communiquent via sms, Facebook, etc., pour lancer des signaux d'alerte précoces. Cette stratégie à volets multiples est payante - lors d'émeutes dans les villes proches de Stockholm en 2014, Botkyrka n'était presque pas affectée et toutes les étincelles ont été immédiatement éteintes.

Le centre de soins et de sécurité, tout d'abord créé à Tilburg, est devenu un modèle pour la prévention de la criminalité chez les jeunes aux Pays-Bas. S'il a connu le succès c'est tout d'abord grâce au partenariat entre la municipalité, y compris la police, le bureau du procureur et un large spectre d'organisations sociales, qui traitent du bien-être, de la prévention de la violence domestique, de l'abus d'alcool et de drogues, etc. Deuxièmement, l'approche conjointe de la prévention « à la maison », avec un intérêt particulier pour les familles qui connaissent de multiples problèmes. Troisièmement, l'intervention précoce sur la base d'informations et plans d'action conjoints (« un professionnel pour une famille »). Ces plans offrent des alternatives et des conseils, par exemple sur le règlement d'une dette, ainsi que des mesures punitives claires et des procédures judiciaires rapides. Un indicateur de réussite est la baisse de 50% de jeunes récidivistes. L'exclusion sociale, comme cause profonde de la criminalité chez les jeunes, est abordée directement en aidant les familles de migrants à trouver leur chemin dans le système complexe de la santé et du bien-être néerlandais. Des *coachs* familiaux de divers milieux culturels agissent comme intermédiaires, en établissant des liens avec les réseaux locaux de la police municipale, des propriétaires et des jeunes travailleurs.

L'approche de Londres Lewisham pour le juste équilibre entre la dispense de soins et l'application des lois est fortement axée sur les valeurs. La municipalité est à la tête d'une coalition civique interculturelle, composée de la police, d'institutions professionnelles et d'organismes communautaires et confessionnels avec pour engagement commun l'arrêt des meurtres dans les quartiers et sauver ces enfants. La baisse des budgets les a incités à mettre en évidence le retour financier sur investissements. Les récidivistes représentent 50% de la criminalité et une grande partie des coûts des procédures judiciaires et de détention. La mise en commun des budgets et des professionnels contribue à rationaliser les plans d'action qui offrent des choix clairs: soit réintégrer la société et obtenir un soutien éducatif, soit rester dans la sphère criminelle et attirer l'attention de la police. En adaptant des modèles qui ont fait leur preuve, comme le « Boston *Cease-fire* », la municipalité et la police proposent des formations aux ex-délinquants et l'acquisition d'une expérience de travail. Les études d'évaluation montrent que cette approche a fait des miracles, tant pour les jeunes eux-mêmes que pour la réalisation d'économies.

Basé sur le rapport "Intercultural pathways for urban safety", pour les cités interculturelles, par Martin van Harten  
Plus d'information sur les politiques interculturelles urbaines : [www.coe.int/interculturalcities](http://www.coe.int/interculturalcities)